

ATTAC EN LIGNES n°113



Bulletin de l'association Attac 63 ————— Mars 2024

DANS CE NUMÉRO

- % Edito
- % Méga-bassines
- % Internationale agricole
- % Sécurité sociale de l'Alimentation
- % Souveraineté alimentaire
- % Marx et Gorz
- % Agenda



EDITO

CRISE AGRICOLE, D'UNE EXPRESSION À L'AUTRE

DEUX POIDS DEUX MESURES. C'est l'expression qui vient à l'esprit quand on compare le traitement médiatico-politico-policier des manifestations agricoles du début d'année 2024, avec celui des révoltes des banlieues à l'été 2023. Toutes pareillement destructrices, toutes pareillement légitimes...

Fuite en avant. C'est ce que prônent la FNSEA et la Coordination Rurale en demandant l'allègement des normes environnementales pour faire face à la concurrence déloyale des produits d'importation. Ou comment répondre aux politiques ultralibérales par encore plus de politique ultralibérale...

Une autre agriculture est possible, et nécessaire ! C'est ce que nous défendons à Attac 63, et dans le mouvement altermondialiste. C'est pourquoi ce numéro 113 d'**ATTAC EN LIGNES** est largement consacré à la question agricole.

Nous connaissons les ravages sociaux et environnementaux de l'agriculture industrielle. Pour en sortir, il faudra stopper la bétonisation des campagnes liée à nos modes de vie urbains, qui conduit à intensifier la production sur les terres arables restantes. Il faudra aussi que les consommateurs que nous sommes abandonnent les plats préparés de l'agro-industrie pour se remettre à cuisiner des produits sains, chose que nous n'avons plus le temps de faire, trop occupés à travailler plus pour gagner... pas forcément grand-chose.



Tout est lié. Ce n'est pas le modèle agricole, c'est la société toute entière qu'il faut transformer !

ADHÉSION 2024

L'adhésion se fait par année civile et permet d'être à la fois membre d'ATTAC 63 et d'ATTAC national.

Pour ré-adhérer, vous pouvez notamment utiliser le bulletin pré-rempli joint au journal national *LIGNES D'ATTAC* arrivé mi-janvier.

Pour une première adhésion, un bulletin est disponible sur le site d'Attac France (<https://france.attac.org/>).

N'oubliez pas, ATTAC ne vit que des cotisations de ses adhérents. La cotisation à ATTAC donne droit à déduction fiscale.

PERMANENCES

ATTAC 63 tient des **PERMANENCES** ouvertes à toutes et tous, adhérent-e-s et sympathisant-e-s. Elles ont lieu :

- ❖ le **3^{ème} mercredi de chaque mois, de 18H à 19H** au local, avant le Conseil d'Administration.
- ❖ le **1^{er} jeudi du mois, de 18H à 18H30** au café-lecture *Les Augustes* (5 rue sous les Augustins à Clermont-Ferrand), juste avant l'atelier de décryptage de l'info que nous tenons chaque mois en ce lieu.

N'hésitez pas à passer nous voir !

QUOI DE NEUF CONCERNANT LES MÉGABASSINES DU 63 ?

Rappelez-vous, en février 2023, on apprend le projet de 2 méga-bassines dans le Puy-de-Dôme : une de 18 hectares à Saint-Georges-sur-Allier et une de 15ha à Bouzel.

Pas de concertation publique, seuls quelques élu.es sont au courant.

Immédiatement, des citoyen.nes se mobilisent, créant un collectif appelé Bassines Non Merci, BNM 63, pour recueillir des informations et alerter le public :

- 2 300 000 m³ d'eau pompés dans l'Allier,
- pour un coût de 25 millions d'euros
- financé à 70 % par des fonds publics
- au profit de l'ASL des Turlurons, soit 36 exploitations (sur 5700 exploitations dans le Puy-de-Dôme)
- en contrat avec Limagrain.

Les productions seront en grande partie destinées à l'export (maïs semence).

Ce projet est une aberration écologique, une grande

partie des eaux stockées sera perdue par évaporation ou contaminée par eutrophisation, alors que plusieurs communes du Puy-de-Dôme n'ont plus d'eau potable.

L'eau, notre bien commun, ne peut être accaparée au profit de quelques-uns.

Fin 2023, pour des problèmes techniques (sols marécageux), la méga-bassine de St Georges n'est pas retenue.

Mais le projet n'est pas abandonné, seulement retardé, en attendant de trouver un nouvel emplacement.



Il faut donc rester mobilisé.es ! Pour recevoir des infos régulières, contactez le collectif BNM63 (bnm63@riseup.net).

QUELLE INTERNATIONALE AGRICOLE POUR DEMAIN ?

« *D*e ce siècle éclairé par les lumières du vide », chante Damien SAEZ.

Voilà les mots qui résument à eux seuls la situation de l'agriculture globalisée.

Nos agriculteurs sont en colère ! Ils ne sont pas les seuls et une internationale semble se dessiner.

Mais quelle internationale ?

Ainsi, ceux de Pologne empêchent des blés, transitant par l'Allemagne, et provenant d'Ukraine, de rentrer sur leur territoire.

Une concurrence déloyale et faussée met en compétition des agriculteurs qui ne veulent plus « jouer » !

Tous européens, pour une concurrence libre et non faussée, n'est-ce pas là le credo politique des libéraux au pouvoir ? Est-il surprenant de constater que c'est tout le contraire qui se produit ?



Laissez-nous utiliser les produits phytosanitaires ! Stoppez le plan Écophyto II+ ! À bas l'écologie punitive... Ce sont quelques-unes des revendications qui tournent en boucle, portées par les thuriféraires de la FNSEA, en France, mais qui ont aussi leurs échos en Europe.

C'est bien ici que la fracture de notre internationale se dessine. En illustration, le « grand débat » prévu le 24 février 2024 au Salon de l'Agriculture, et auquel devaient participer les Soulèvements de la Terre, qu'on ne peut taxer de chantres du libéralisme, a été rejeté par la FNSEA. Effectivement, le nord et le sud magnétiques indiquent des directions diamétralement opposées. Une grande colère partagée mais pour des raisons antagonistes.

Les uns veulent plus de libertés, sans avoir à en mesurer aucune conséquence, c'est l'aspect entrepreneurial porté par la FNSEA et consorts. Les autres, veulent plus d'humilité et un plus grand respect de la nature. Peut-être pourrions-nous en rire si des drames n'étaient pas au bout du chemin.

Une internationale fracturée n'est plus à proprement parler une internationale. Il faut

avoir la conviction qu'un phare viendra éclairer tous nos égarés du monde économique ; que notre planète ne soit pas un objet dont nous avons l'usage et dans le seul but de l'accroissement des profits financiers par cet usage.

Ainsi, ce sevrage nécessaire permettra à tous les agriculteurs de parler d'une seule et même voix : **celle d'un internationalisme éclairé, celle de l'humanité prise dans son environnement respecté.**

SÉCURITÉ SOCIALE DE L'ALIMENTATION

La Sécurité sociale de l'Alimentation (SSA) propose d'étendre la Sécurité sociale -- socle de notre protection sociale -- à l'alimentation.

La SSA repose sur trois piliers :

- ➡ l'universalité : le droit pour toutes et tous d'accéder à l'alimentation de son choix,
- ➡ le financement par la cotisation,
- ➡ le conventionnement démocratique : les usagers et producteurs élaborent démocratiquement les critères de conventionnement des produits (ex : agriculture paysanne) qui pourront être achetés via une carte Vitale de l'alimentation.

Chaque personne résidant sur le territoire verrait sa carte Vitale créditée de 150€/mois par les caisses

d'alimentation.

En prenant comme critère de conventionnement la nécessité d'une production paysanne et respectueuse des écosystèmes, il est ainsi possible - grâce à ces quelques 115 milliards d'euros - de coupler droit à l'alimentation et transformation de la production agricole et alimentaire.



Pour plus d'informations : « De la fourche à la fourchette... Non ! L'inverse !! », conférence gesticulée de Mathieu DALMAIS, <https://conferences-gesticulees.net/conferences/de-fourche-a-fourchette-non-linverse/>

POUR UNE SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE DE PROXIMITÉ

Tandis que le gouvernement prétend vouloir défendre les revenus des agriculteurs-trices en révolte ces dernières semaines, la France renouvelle régulièrement le mandat donné à la Commission européenne pour négocier des accords de libre-échange qui les mettent en concurrence déloyale avec les productions agricoles de pays ne respectant pas les mêmes normes environnementales et sociales, en supprimant des droits de douane et en augmentant encore plus les quotas de marchandises pouvant être importées. L'Union Européenne les multiplie actuellement ; après le CETA avec le Canada, la Nouvelle-Zélande l'an dernier, c'est maintenant avec le Chili et le Kenya. Ce 29 février 2024, en plein Salon de l'Agriculture, les député-es européen-nes, et en particulier ceux et celles de Renaissance pour la France, ont accordé un vote largement favorable aux accords UE-Chili et UE-Kenya ! Il ne manque plus que le prochain vote du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères pour les ratifier définitivement.

L'objectif comme toujours est de gagner des parts de marché pour nos entreprises transnationales mais aussi de capter des matières premières comme le lithium au Chili. Les conséquences, dans nos pays comme dans ceux du Sud, sont, entre autres, le sacrifice d'une agriculture à taille humaine, la perte de capacités des pouvoirs publics à protéger les marchés locaux ainsi qu'une forte pression pour baisser les prix, les normes sociales et environnementales.

A ces arguments, M. le Préfet, lorsqu'il a reçu notre délégation suite à la mobilisation « *Pour une autre agriculture* » le 3 mars à Clermont-Ferrand, nous a opposé l'argument du commerce équitable qui permet de donner du travail aux agriculteurs-trices du Sud. Mais



si un réel commerce équitable est bien sûr à développer beaucoup plus, quelle est la cohérence de faire venir du Kenya des haricots verts que l'on produit facilement ici (à la différence du café par exemple), alors qu'il faudrait réduire les transports et les gaz à effet de serre ? De plus ces politiques d'exportation supposent des exploitations de grande taille, encourageant la déforestation et l'accaparement des terres fertiles au détriment d'une agriculture vivrière.

La question de la souveraineté alimentaire est primordiale pour nous, ici comme ailleurs. Pas une fausse souveraineté alimentaire qui se contente de diversifier les sources d'approvisionnement pour limiter les risques de pénurie ou qui est dépendante d'importations d'intrants, qu'il s'agisse d'engrais chimiques, de nourriture pour les élevages, de pétrole pour des engins agricoles toujours plus gros... **Ce dont nous avons besoin, c'est d'une souveraineté alimentaire de proximité basée sur une agriculture paysanne et respectueuse des écosystèmes naturels.**

Si les pouvoirs publics se donnaient les moyens de réellement développer une telle agriculture, elle permettrait de répondre aussi à plusieurs défis majeurs, qu'il s'agisse de dérèglement climatique, de chute de la biodiversité et de la fertilité des sols mais aussi de dégradation de la santé humaine. **C'est ce qui motive notre implication dans les mobilisations actuelles au niveau des PLUi** (Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux) en cours d'élaboration sur la Métropole Clermontoise ou Mond'Arverne communauté, afin d'essayer de préserver autant que possible les terres agricoles et naturelles de la bétonisation. Ce qui nécessite parallèlement de promouvoir d'autres modèles de « fabrique de la ville » et d'aménagement du territoire.

MARX/GORZ : UN ALLER ET RETOUR

Compte-rendu d'un atelier de l'Université d'été des mouvements sociaux et des solidarités (UEMSS) qui s'est tenue l'été dernier, et auquel un membre du CA a assisté.

Jean-Marie HARRIBEY déroulait le fil (rouge), qui relie Karl MARX (1818 – 1883), le marxisme, et l'écologie d'André GORZ (1923 – 2007).

L'idée de questionner MARX & GORZ ensemble fait sens :

Karl & André ont le même objet d'étude, le capitalisme. Tous deux placent le travail au centre de leurs analyses et s'interrogent sur le rapport anthropologique à la nature. Enfin, le travail et l'écologie sont devenues l'enjeu du XXI^{ème} siècle et se rejoignent dans la problématique de la transformation sociale et écologique.

Marx critique l'économie politique telle que formulée par ses fondateurs, qui décrètent que les lois économiques seraient naturelles. Pour Marx, ces lois sont, au contraire, sociales et historiques. L'humanité peut alors avoir une action dessus et remodeler ces « lois » dans l'intérêt général plutôt que pour le bénéfice d'une minorité.

Selon Marx, le capitalisme est mû par une logique d'accumulation incessante, qui provoque périodiquement des crises de suraccumulation et de surproduction. Le capitalisme a inventé le marché du travail, ce qui lui a permis d'organiser le travail et de le considérer comme une marchandise : c'est la fétichisation de la marchandise, une fiction qui permet en retour de masquer la réalité des rapports sociaux.

Si Marx développe le matérialisme historique, Gorz est marqué par l'existentialisme de Sartre : le combat pour l'émancipation est un combat pour le sujet. Pour Marx, l'histoire est la production historique de l'Homme par l'Homme. Gorz note cependant une ambivalence chez Marx : le communisme est tantôt présenté comme une nécessité résultant du développement des forces de production, tantôt comme l'entreprise de création d'un monde humain.



Selon Marx, l'Homme produit ses conditions d'existence et se produit donc lui-même par son travail. Cependant, il considère la réduction du temps de travail comme un vecteur d'émancipation : « la vraie richesse étant la pleine puissance productive de tous les individus, l'étalon de mesure en sera non pas le temps de travail, mais le temps disponible ».

Pour Marx, le travail n'est pas l'unique source de richesse, la nature est aussi source de valeurs d'usage. L'Homme entretient ainsi une relation métabolique avec la nature. Ce qui n'était qu'un début au temps de Marx devient catastrophe – la crise écologique – au temps de Gorz.

Son identification est cependant commune aux deux penseurs : la crise de la relation métabolique de l'humanité avec la nature.

AGENDA DES PROCHAINES SEMAINES

LA VIE INTERNE D'ATTAC 63

PROCHAINE REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION : mercredi 20 mars à 19h, au siège.

PERMANENCES : le 3^{ème} mercredi du mois de 18h à 19h au siège – le 1^{er} jeudi du mois de 18h à 18h30 au café des Augustes.

ATTAC 63 SUR LES ONDES

Tous les jeudis de 12h à 12h30, ATTAC 63 présente l'émission *LE GRAIN DE SON* sur Radio Arverne (100.2). Rediffusion les samedis de 13h à 13h30.

Actuellement, cycle sur la laïcité, puis fin mars cycle sur l'énergie.

ATTAC 63 AUX AUGUSTES

Chaque mois, ATTAC 63 convie le public au café-lecture « Les Augustes », 5 rue Sous-les-Augustins à Clermont, pour une discussion sur un sujet d'actualité plus ou moins abordé ou déformé par les

grands médias.

PROCHAINES SEANCES : jeudi 6 avril et jeudi 2 mai, de 18h30 à 20h.



PROJECTION DE FILM

Mardi 14 mai à 20h, au Cinéma Le RIO, PROJECTION-DEBAT du film « *L'USINE, LE BON, LA BRUTE ET LE TRUAND* », de Marianne



LÈRE-LAFFITTE, qui nous raconte la lutte victorieuse des ouvriers de l'usine de papier recyclé de la Chappelle-Darblay. Organisé par Attac 63 et Greenpeace.

CONFÉRENCES-DÉBATS

Jeudi 18 avril à 20h, salle Conchon à Clermont-Ferrand : « *L'EMPIRE OLYMPIQUE, UNE MYSTIFICATION POLITIQUE* », avec Christian GODIN.

MANIFESTATIONS ET RÉUNIONS

Jeudi 21 mars à 18h30, Place de Jaude : RASSEMBLEMENT à l'initiative du collectif *Nous Aussi* à l'occasion de la JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE.

Samedi 23 mars à 15 heures, Place de Jaude : à l'initiative du collectif pour une Paix Juste et Durable qui compte 33 associations, MANIFESTATION DE SOUTIEN A GAZA pour dire STOP aux massacres en cours !

Samedi 30 Mars à 14h15, centre Richepin, salle 4 : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA DOUME, la monnaie locale du 63. L'occasion de découvrir une alternative économique et une expérience de sécurité Sociale Alimentaire.

Dimanche 31 mars à partir de 15h45, salle Chanteranne (108 rue Champfleury à Clermont-Fd) : REUNION PUBLIQUE suivie de la PROJECTION DU FILM « *MEGA-BASSINES, HISTOIRE D'UN MENSONGE D'ÉTAT* ». Organisée par le collectif BNM63.